

Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, mars 2022

Démographie des entreprises (UDEMO) Analyses sur les données 2013 à 2019

Avec la statistique de la démographie des entreprises, l'Office fédéral de la statistique (OFS) fournit des chiffres détaillés sur les principaux événements démographiques qui impactent l'évolution de la population des entreprises actives en Suisse. Outre les créations «ex nihilo» et les cessations «réelles» (ou définitives) d'entreprises, des données sur les taux de survie des nouvelles entreprises, les entreprises à forte croissance et les gazelles¹ complètent l'offre d'informations statistiques et fournissent des indications importantes sur le dynamisme à court et moyen terme de l'appareil productif suisse.

1 Introduction

Depuis plusieurs décennies, le contexte économique mondial est marqué par la globalisation, la forte concurrence sur les marchés et la numérisation. L'intérêt pour des statistiques permettant d'analyser la structure et l'évolution de l'appareil productif d'une économie donnée n'est plus à démontrer. De telles données sont très demandées, tant au niveau politique qu'économique. Elles permettent d'avoir une image du dynamisme des entreprises et d'une économie nationale. Pour répondre à ces besoins, l'office statistique de l'Union européenne (Eurostat) a lancé vers la fin des années 1990 le projet «démographie des entreprises», dont le but ultime était de mettre à disposition des informations de qualité, basées sur une méthodologie commune et donc comparables au niveau international. La Suisse a suivi et participé à ces travaux dès le départ. La mise sur pied en 2013 de la statistique structurelle des entreprises (STATENT), avec 2011 comme

première année de référence, a donné un nouvel élan à la démographie des entreprises (UDEMO), ouvrant des perspectives d'analyses élargies du tissu économique suisse. Dans un souci de décharger au maximum les entreprises, l'OFS fait un recours accru aux sources administratives disponibles pour produire les données UDEMO, ce qui a toutefois pour conséquence que les données sont diffusées avec un décalage temporel. Cela signifie concrètement que cette publication ne couvre pas la période actuelle caractérisée par la pandémie sanitaire et les difficultés économiques qui l'accompagnent. Des premières réflexions ont été lancées pour voir si et dans quelle mesure des délais plus courts sont envisageables pour la mise à disposition d'informations plus actuelles dans un avenir proche.

2 Aspects méthodologiques et informations disponibles

La production de données sur la démographie des entreprises basée sur l'univers de la STATENT a débuté avec l'année de référence 2013. À la base de toutes les statistiques UDEMO, on retrouve la population des entreprises actives. Celle-ci recense toutes les unités qui sont actives à un moment donné au cours d'une année de référence. Comme la STATENT, la population des entreprises actives de l'UDEMO s'intéresse aux unités qui exercent une activité économique en Suisse. Toutefois, les deux statistiques se différencient sur la période de référence et la couverture.

La population des entreprises actives recense les unités qui ont été actives durant toute une année ou durant une partie d'une année, alors que la STATENT s'intéresse actuellement uniquement aux unités actives au mois de décembre. Cet horizon

¹ Les différents «événements démographiques» considérés dans le cadre de l'UDEMO sont définis et explicités dans l'encadré en page 3.

temporel différent a des conséquences sur le calcul de l'emploi. La STATENT prend en considération les emplois du mois de décembre, tandis que les statistiques UDEMO font référence à la notion d'emploi moyen au cours de la période d'activité.

La couverture économique des statistiques UDEMO est plus limitée que celle de la STATENT. L'UDEMO ne couvre en effet que les unités qui exercent une activité économique marchande dans les secteurs secondaire et tertiaire (à l'exclusion des sociétés holding), que ces unités soient actives dans le secteur privé ou public. Les unités du secteur primaire, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM²) sont dès lors exclues du cadre d'analyse de l'UDEMO, alors qu'elles sont intégrées dans la STATENT.

Les indicateurs qui reflètent les principales phases de la vie d'une entreprise reposent sur des critères standardisés au niveau européen. Par conséquent, les résultats de l'UDEMO diffusés au niveau national sont pleinement comparables à ceux de nos principaux partenaires économiques.

Les données actuellement disponibles portent sur les années de référence 2013 à 2019. Dans cette publication, l'accent est surtout mis sur les données produites dans le cadre de la dernière collecte de données, à savoir les données 2019 (2017 pour les cessations). En parallèle avec la production des données les plus récentes (2019), l'OFS a mené un exercice de rectification de l'intégralité des séries UDEMO. Les résultats rectifiés sont désormais disponibles pour toutes les statistiques³. Cette rectification n'a pas porté sur des changements méthodologiques. Les nouvelles séries se distinguent des anciennes séries par le fait

qu'elles prennent en compte les informations les plus récentes qui sont disponibles dans les sources. Il peut s'agir d'informations nouvelles qui n'existaient pas au moment de la production des anciennes séries ou de corrections de valeurs imprécises ou erronées, comme les corrections découlant de l'intégration des données les plus actuelles livrées par les caisses AVS ou des améliorations continues de la codification des unités en termes d'activités économiques (classification NOGA).

Si les séries de données sur la population des entreprises actives et sur les créations d'entreprises «ex nihilo» sont disponibles pour toutes les années de référence sous revue, il n'en va pas de même pour les autres indicateurs de la démographie des entreprises. Pour ceux-ci, la disponibilité dépend en grande partie de la méthodologie expliquée ci-après dans l'encadré. Ainsi, les données sur les cessations définitives d'entreprises couvrent la période 2013 à 2017 et celles sur les entreprises à forte croissance la période 2014 à 2019. Les gazelles sont le dernier indicateur développé dans le cadre de l'UDEMO et sont disponibles uniquement pour les années de référence 2018 et 2019.

Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T1

	Entreprises							Emplois						
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population des entreprises actives	518 853	536 764	545 287	550 223	555 718	556 849	567 254	4 207 604	4 261 789	4 298 056	4 321 870	4 368 405	4 414 553	4 480 650
Créations d'entreprises	36 997	41 866	40 811	39 064	39 594	39 435	42 606	50 357	55 694	55 333	52 707	53 839	53 696	57 067
Cessations d'entreprises	32 140	35 409	36 553	36 126	37 442	n.d.	n.d.	44 896	47 969	50 237	48 630	50 809	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	4 599	4 307	4 094	4 152	4 442	4 803	n.d.	227 549	202 212	216 267	223 603	257 784	267 678
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	204	243	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 792	10 850

n.d. non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

² Il s'agit par exemple des églises, des syndicats ou des clubs sportifs.

³ Il n'a pas été possible de rectifier les taux de survie dans les délais de rédaction de la présente publication, raison pour laquelle cet indicateur ne fait pas l'objet d'analyse dans le cadre cette publication. Par contre, les chiffres actuelles sont disponibles sur la page Internet de l'UDEMO ici: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 6 – Industrie, services → Entreprises et emplois → Démographie des entreprises → Taux de survie des nouvelles entreprises

Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO) – Définitions

Créations «ex nihilo» d'entreprises

La statistique sur les nouvelles entreprises ne considère que les entreprises véritablement nouvelles, créées «ex nihilo», et exerçant une activité économique marchande.

Une naissance d'entreprise «ex nihilo» consiste dans la création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit directement impliquée dans cet événement.

Par conséquent, les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités qui sont inactives durant plus de deux ans (entreprises «dormantes») et qui sont réactivées par la suite. Cette période de deux ans est celle qui est utilisée comme «borne» au niveau international.

Survie des nouvelles entreprises

La survie des nouvelles entreprises est un indicateur relatif. Il est défini comme **le pourcentage des entreprises créées «ex nihilo» encore actives entre 1 et jusqu'à 5 ans après leur création.** Ainsi, les nouvelles entreprises d'une année de référence t forment une cohorte qui est suivie au fil des années comprises entre $t+1$ et $t+5$. Dans cette cohorte, les entreprises sont considérées comme survivantes si elles apparaissent dans la population des entreprises actives des années subséquentes. Des cas particuliers peuvent se présenter lorsqu'une entreprise A disparaît de la population d'entreprises suite à la cessation de son activité. Si cette activité est reprise par une nouvelle unité créée spécifiquement pour reprendre les facteurs de production de A, on parle de survie par reprise et on continue de suivre la nouvelle unité. Si, par contre, une entreprise B disparaît pour cause de fusion ou de reprise par une entreprise déjà existante, elle n'est pas considérée comme survivante. Il faut également noter que dès qu'une unité n'est plus active, elle «sort» de la cohorte et ne peut plus y revenir. **La population de référence pour les taux de survie porte ainsi uniquement sur les unités nouvellement créées qui ont été actives sans interruption durant la période d'observation considérée (1 à 5 ans).**

Cessations d'entreprises

Une cessation d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement. Par conséquent, les entreprises disparues à la suite d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont donc pas considérées. La statistique inclut par contre les unités dormantes qui ne sont pas réactivées dans un délai de deux ans. Symétriquement aux créations d'entreprises, l'application de la règle des deux ans pour les réactivations nécessite de s'assurer qu'une entreprise qui a cessé son activité dans l'année t ne réapparaît pas dans la population des entreprises actives des années $t+1$ et/ou $t+2$. Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise n'est pas réactivée au terme de deux ans de cessation d'activité, elle est considérée comme une cessation définitive pour la statistique. **Cette règle implique donc que, pour une année de référence déterminée, les données définitives sur les cessations d'entreprises sont mises à disposition avec un décalage temporel par rapport aux autres données UDEMO.** Il faut en effet vérifier le «statut» de l'unité sur deux années consécutives pour pouvoir déterminer si on a, ou non, une réelle cessation d'activité.

Entreprises à forte croissance

Les entreprises à forte croissance se définissent comme des unités qui à partir d'une taille minimale de 10 emplois connaissent une croissance de leurs effectifs supérieure à 10% en moyenne annuelle sur une période de trois ans. Toutefois, si la croissance du nombre d'emplois est due à des fusions ou des reprises, l'entreprise en question n'est pas considérée comme une entreprise à forte croissance, à moins qu'elle ait dépassé le seuil de 10% même après avoir pris en compte l'impact de ces fusions ou reprises en termes d'emplois. La méthodologie harmonisée exclut les créations «ex nihilo» lors de la première année d'observation de la croissance.

Gazelles

Les gazelles sont un sous-ensemble des entreprises à forte croissance. Il s'agit de toutes les **entreprises à forte croissance qui ont moins de 5 ans d'existence.** Par conséquent, les gazelles se limitent aux nouvelles entreprises créées «ex nihilo», avec au moins 10 emplois au début de la période d'observation ou le cas échéant à celles dont l'emploi a crû immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Concrètement, vu que la méthodologie harmonisée exclut les créations lors de la première année d'observation de la croissance ($t-3$), les gazelles doivent avoir vu le jour en $t-5$ ou $t-4$.

3 Évolution des indicateurs UDEMO sur la période 2013 à 2019

Le nombre d'entreprises actives en Suisse ne cesse d'augmenter. Durant la période 2013 à 2019, leur nombre est passé de 518 853 à 567 254, reflétant une croissance annuelle moyenne de 1,5%. L'emploi a aussi évolué positivement, toutefois à un rythme inférieur (+1,1% en moyenne annuelle). Les créations «ex nihilo» et les cessations définitives d'entreprises ont eu un impact sur ces évolutions. En effet, durant la période 2013 à 2017, pour laquelle les données sur les cessations sont disponibles, le nombre de nouvelles entreprises a toujours plus que compensé le nombre de cessations. Cela est également valable pour les emplois associés à ces deux événements démographiques.

Après un premier pic de 41 866 nouvelles entreprises en 2014, le nombre de créations annuelles s'est ensuite stabilisé autour des 40 000 unités. Cette valeur est repartie à la hausse, en 2019, pour atteindre le chiffre record de 42 606. Quant aux cessations d'entreprises, la croissance de leur nombre a été régulière depuis 2013, exception faite pour une légère baisse en 2016, pour finalement se situer à 37 442 en 2017. Conséquemment à ces évolutions contrastées, l'écart entre créations et cessations d'entreprises a été chaque année plus ténu depuis 2014, bien que toujours positif. L'évolution des emplois créés, respectivement perdus, suite aux créations et cessations d'entreprises reflète celle des unités.

Sur la période de 2013 à 2019, la part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le nombre total d'entreprises actives a varié entre 7,1% et 7,8%. Cet indicateur du taux de création d'entreprises a toujours été supérieur au taux de cessation d'entreprises, qui est la part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives. Le taux de cessation semble être relativement stable puisqu'il a oscillé entre 6,6% et 6,7%, avec toutefois l'exception de 2013, seule année pour laquelle il a été particulièrement bas (6,2%). Du point de vue des emplois, les parts relatives des nouvelles places de travail générées par les créations «ex nihilo» et des emplois disparus suite aux cessations d'activités par rapport au total des emplois de la population d'entreprises actives se sont révélées relativement faibles et particulièrement constantes (entre 1,2% et 1,3% pour les créations et entre 1,1% et 1,2% pour les cessations).

Dans le domaine des entreprises à forte croissance, l'évolution de ce type de sociétés est assez singulière. En effet, sur la période de 2014 à 2019, on constate une courbe en V entre la première et la dernière année qui ont été les deux années les plus prolifiques, avec respectivement 4599 et 4803 unités. Entre deux, il y a eu tout d'abord une phase de diminution puis une phase d'augmentation continue du nombre d'entreprises à forte croissance, 2016 ayant été cette année charnière marquée par le minimum historique (4094) sur la série. La part des entreprises à forte croissance sur le total des entreprises actives d'au moins 10 emplois a varié entre 6,8% et 7,8%. En termes de places de travail, on observe une augmentation constante du nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance à partir de 2015. La part des emplois des entreprises à forte croissance dans les emplois totaux a été particulièrement élevée dans les deux dernières années observées (2018: 5,8%; 2019: 6,0%).

La série de données sur les gazelles est très récente et se compose de deux seules observations. En 2019, les gazelles ont représenté 5,1% de la totalité des entreprises à forte croissance, tandis que ce pourcentage avait été de 4,6% en 2018.

4 Créations «ex nihilo» d'entreprises

Année record pour les créations d'entreprises

En Suisse, en 2019, 42 606 entreprises ont été créées «ex nihilo». Elles ont permis de générer 57 067 emplois. Il s'agit de chiffres record encore jamais atteints depuis l'introduction de la statistique sur les nouvelles entreprises. Par rapport à 2018, le nombre de créations a augmenté de 8,0% et celui des emplois induits de 6,3%. Comme dans les années précédentes, la grande majorité des nouvelles entreprises (87,3%) et des emplois (84,5%) a été créée dans le secteur tertiaire. Ce résultat n'est pas surprenant au vu de la forte tertiarisation de l'économie et de la plus grande flexibilité que le secteur des services peut offrir à un entrepreneur potentiel, par exemple à travers des besoins d'investissements en infrastructure et ressources humaines plus faibles que dans les activités industrielles.

Au niveau des branches d'activités, les nouvelles entreprises se concentrent historiquement dans les «activités spécialisées et scientifiques» (21,2% du total en 2019), la «santé et action sociale» (12,0%) et le «commerce et réparations» (10,6%). En termes de création d'emploi, presque un emploi sur cinq est généré dans les «activités spécialisées et scientifiques» (19,6% du total des emplois créés). Comme pour les unités, les quotes-parts du «commerce et réparations» (10,6%) et de la «santé et action sociale» (10,5%) sont supérieures à 10%. Ce seuil est dépassé également par la «construction». Alors que la branche de la «construction» se caractérise par un nombre comparativement faible de créations de nouvelles unités, elle se présente sous un jour particulièrement favorable au niveau des emplois. En effet, 10,7% des emplois totaux sont créés dans la «construction», ce qui classe cette dernière en deuxième position, juste derrière les «activités spécialisées et scientifiques».

Les nouvelles entreprises démarrent l'activité avec un nombre très faible de personnes

Les nouvelles entreprises se caractérisent par une taille très petite. En moyenne, au moment du démarrage de leur activité en 2019, elles ont affiché une taille de 1,3 personne (cf. tableau T2). Cette valeur est comparable avec la plupart des pays européens. Deux branches, l'«hébergement et restauration» (2,0) et la «construction» (1,8), présentent une taille moyenne relativement plus élevée. Cela peut s'expliquer par le fait que dans ces domaines les besoins en ressources humaines sont généralement plus élevés dès le début de l'activité en raison de la nature et de la diversité des tâches à accomplir.

Les «autres activités de services» et l'«enseignement» présentent la taille moyenne la plus petite avec une valeur de 1,1. On retrouve dans ces branches de nombreuses activités qui peuvent

Créations d'entreprises et d'emplois par branche économique, en 2019

T2

Branches économiques	Nouvelles entreprises	Emplois créés dans les nouvelles entreprises	Taille moyenne des nouvelles entreprises
Secteur secondaire	5 409	8 855	1,6
Industrie et énergies	1 975	2 775	1,4
Construction	3 434	6 080	1,8
Secteur tertiaire	37 197	48 212	1,3
Commerce et réparations	4 527	6 023	1,3
Transports et entreposage	1 134	1 523	1,3
Hébergement et restauration	1 434	2 809	2,0
Information et communication	2 461	3 244	1,3
Activités financières et assurances	1 303	1 928	1,5
Activités immobilières et de services	3 707	5 451	1,5
Activités spécialisées et scientifiques	9 027	11 190	1,2
Enseignement	2 315	2 587	1,1
Santé et action sociale	5 112	6 007	1,2
Arts et activités récréatives	2 428	3 261	1,3
Autres activités de services	3 749	4 189	1,1
Total	42 606	57 067	1,3

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

être facilement exercées par une seule personne, comme la réparation d'ordinateurs, les salons de coiffure, les instituts de beauté, les activités de soutien à l'enseignement ou l'enseignement de la conduite, soit des métiers libéraux fournissant des services à la personne (P2P).

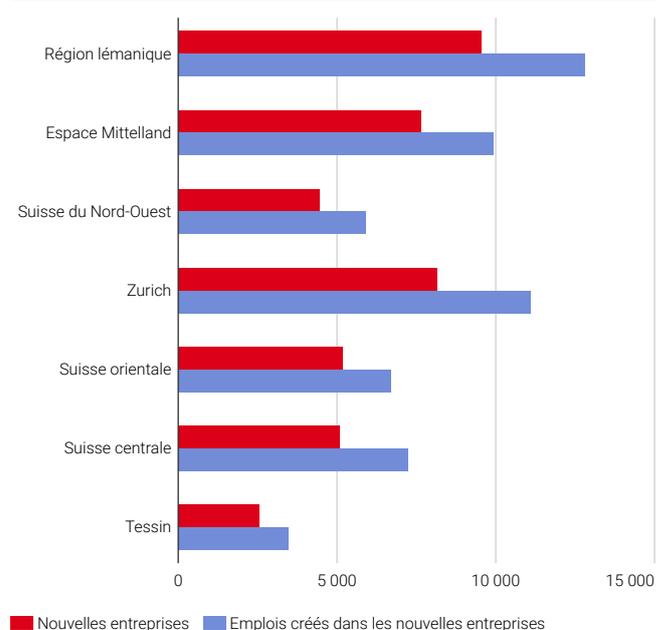
Tessin et Suisse centrale: les régions les plus performantes selon le nombre de créations d'entreprises par 1000 habitants

Au niveau régional, la répartition des créations d'entreprises est influencée par des facteurs tels que la taille ou le poids économique des grandes régions. Dans ce sens, il n'est pas surprenant de constater que la majorité des nouvelles entreprises et des emplois sont créés dans la Région lémanique (9555; 12793) et dans la grande région de Zurich (8150; 11 078). Afin d'analyser plus finement le dynamisme d'un espace régional, il est utile de mettre en relation le nombre d'habitants (selon le critère de la population résidante permanente) avec le nombre d'entreprises nouvellement créées. Ceci permet notamment d'atténuer le biais implicite de la taille inégale des régions et de faire ressortir une image différente du dynamisme des régions. Sous cet angle, les grandes régions avec les valeurs absolues plus élevées ne sont pas nécessairement celles qui obtiennent les meilleurs scores. En effet, le Tessin et la Suisse centrale, dont le nombre de créations était parmi les plus faibles, affichent finalement les meilleurs résultats avec respectivement 7,2 et 6,2 entreprises créées pour 1000 habitants. La région dans laquelle le nombre de nouvelles entreprises par 1000 habitants est le plus faible est la

Suisse du Nord-ouest (3,8). Les régions avec le plus d'habitants se situent au milieu de classement, avec toutefois un score bien inférieur à la valeur suisse (5,0) relevé dans l'Espace Mittelland (4,0), la grande région la plus peuplée du pays.

Créations d'entreprises et d'emplois par grande région, en 2019

G 1

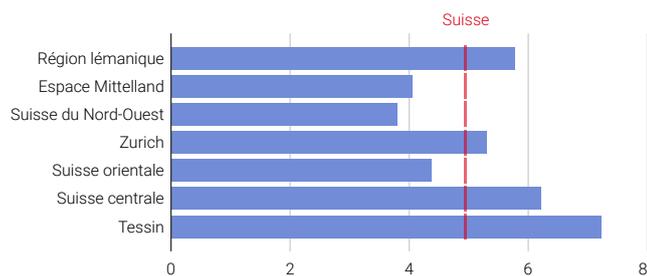


Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

Nombre de créations «ex nihilo» d'entreprises par 1000 habitants par grande région, en 2019

G 2



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

Les taux de création sont généralement plus élevés dans le secteur tertiaire

Les 42 606 entreprises créées «ex nihilo» en Suisse en 2019 représentent 7,5% de toutes les entreprises actives au cours de l'année. Ce taux a été un des plus bas du continent européen, où les valeurs ont varié entre le 19,6% de la Lituanie et le 4,8% de la Grèce. Toutefois, la comparaison avec les pays frontaliers avec la Suisse montre que l'Autriche a eu un taux inférieur (6,4%) et l'Italie un taux quasiment identique (7,6%). L'Allemagne et la France, avec des taux de création de respectivement 9,4%⁴ et 12,0%, ont été plus dynamiques.

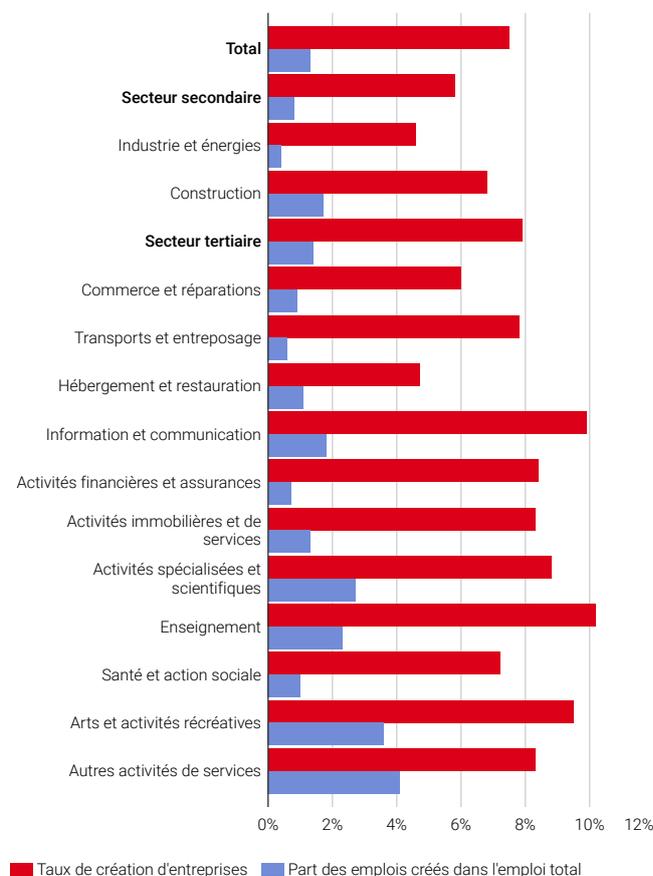
En Suisse, les branches du secteur tertiaire affichent généralement des taux de création supérieurs (7,9% pour l'ensemble du secteur) par rapport à celles du secondaire (5,8%), ce qui confirme le dynamisme du secteur des services déjà mis en évidence par l'analyse du nombre absolu de nouvelles entreprises. Au sein du tertiaire, les branches avec les taux de création les plus élevés sont l'«enseignement» (10,2%), l'«information et communication» (9,9%) et les «arts et activités récréatives» (9,5%). À l'inverse, le «commerce et réparations» et l'«hébergement et restauration» se caractérisent par les taux les plus bas (avec respectivement 6,0% et 4,7%). Le faible taux de création dans ces deux branches est probablement lié au fait qu'il s'agit d'activités où d'autres formes de constitution d'une société (par exemple la reprise d'activités existantes) sont davantage la coutume que la création «ex nihilo». Enfin, les deux branches du secteur secondaire affichent des taux de création inférieurs à la valeur suisse, notamment l'«industrie et énergies» (4,6%) qui obtient le moins bon résultat toutes branches confondues.

La part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible. En 2019, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,3% de l'emploi total de la population des entreprises actives. Au niveau européen, c'est le moins bon résultat à égalité avec la Norvège et les Pays-Bas. Par conséquent, tous nos voisins ont eu un taux supérieur (France: 3,8%; Italie: 2,4%; Allemagne: 1,7%; Autriche: 1,5%). Le leader du classement est le Portugal, où 5,5% des emplois totaux se trouvaient dans une nouvelle entreprise.

⁴ En Allemagne le taux a été particulièrement élevé en 2019 suite à une rupture de série, tandis que les années précédentes il avait souvent été inférieur à la valeur suisse.

Taux de création d'entreprises¹ et part des emplois créés par branche économique, en 2019

G 3



¹ part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le total des entreprises actives

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

Comme pour les unités, le taux pour l'emploi du secteur tertiaire (1,4%) a été supérieur à celui du secteur secondaire (0,8%). Les branches dans lesquelles les créations d'entreprises ont le plus contribué à l'emploi se trouvent toutes dans les services, notamment les branches «autres activités de services» (4,1%), «arts et activités récréatives» (3,6%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,7%), qui sont largement au-dessus de la valeur suisse. À l'inverse, l'importance relative des emplois générés par les nouvelles entreprises était la plus faible dans les branches de l'«industrie et énergies» (0,4%), des «transports et entreposage» (0,6%) et des «activités financières et assurances» (0,7%).

5 Cessations d'entreprises

Davantage de créations que de cessations

En Suisse, 37 442 entreprises ont définitivement cessé leur activité en 2017⁵, provoquant la disparition de 50 809 emplois. Ces chiffres reflètent une progression de respectivement 3,6% et 4,5% par rapport à l'année précédente, mais ils restent toutefois inférieurs au nombre de créations «ex nihilo» et d'emplois générés par celles-ci en 2017 (39 594/53 839). Il est d'ailleurs intéressant de constater que, tout au long de la période 2013 à 2017, le solde entre créations et cessations est positif chaque année, tant pour les entreprises que pour les emplois.

En 2017, 85,6% des entreprises qui cessent leur activité et 82,4% des emplois disparus proviennent du secteur tertiaire. Ces pourcentages élevés peuvent s'expliquer par les éléments mis en avant dans le chapitre sur les nouvelles entreprises (tertiarisation de l'économie, davantage de flexibilité par rapport au secondaire, etc.). Comme les années précédentes, les branches les plus touchées ont été les «activités spécialisées et scientifiques» (7597 cessations; 9157 emplois disparus) et le «commerce et réparations» (5476; 7732). Inversement, c'est dans les «transports et entreposage» (1009; 1458), dans les «activités financières et assurances» (1427; 1969) et dans l'«enseignement» (1516; 1760) que le nombre de cessations et de disparitions d'emplois a été le plus faible. L'analyse des taux de cessation, plus loin dans cette publication, permettra d'approfondir ces résultats.

Les entreprises qui cessent définitivement leur activité ont en moyenne 1,4 emploi

Comme pour les nouvelles entreprises, les cessations concernent principalement des unités très petites. Ceci coïncide avec les chiffres européens. En 2017, la taille moyenne des entreprises ayant cessé définitivement leur activité en Suisse était de 1,4 emploi (cf. tableau T3). Les entreprises disparues dans le secteur secondaire ont affiché une taille légèrement supérieure à celles qui ont cessé leur activité dans le tertiaire (respectivement 1,7 et 1,3). En général, il existe une corrélation étroite entre la taille des entreprises créées et en cessation. Les branches qui ont une taille moyenne plus élevée pour les créations d'entreprises ont également une taille moyenne élevée pour les cessations d'entreprises, et vice-versa. Ainsi, en 2017, c'est dans la branche de l'«hébergement et restauration» que les entreprises en cessation employaient en moyenne le plus de personnes (1,9). De l'autre côté de l'échelle, on retrouve les «autres activités de services». Dans cette branche chaque entreprise définitivement cessée employait en moyenne 1,1 personne.

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par branche économique, en 2017

T3

Branches économiques	Cessations d'entreprises	Emplois disparus suite aux cessations d'entreprises	Taille moyenne des entreprises fermées
Secteur secondaire	5 400	8 965	1,7
Industrie et énergies	2 217	3 651	1,6
Construction	3 183	5 314	1,7
Secteur tertiaire	32 042	41 844	1,3
Commerce et réparations	5 476	7 732	1,4
Transports et entreposage	1 009	1 458	1,4
Hébergement et restauration	1 522	2 824	1,9
Information et communication	1 935	2 427	1,3
Activités financières et assurances	1 427	1 969	1,4
Activités immobilières et de services	3 300	4 594	1,4
Activités spécialisées et scientifiques	7 597	9 157	1,2
Enseignement	1 516	1 760	1,2
Santé et action sociale	3 358	4 157	1,2
Arts et activités récréatives	1 880	2 400	1,3
Autres activités de services	3 022	3 366	1,1
Total	37 442	50 809	1,4

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2022

⁵ Pour mémoire, les chiffres sur les cessations d'entreprises portent sur l'année 2017 à cause du délai de deux ans qui est observé pour voir si une unité est réactivée ou non (cf. encadré plus haut).

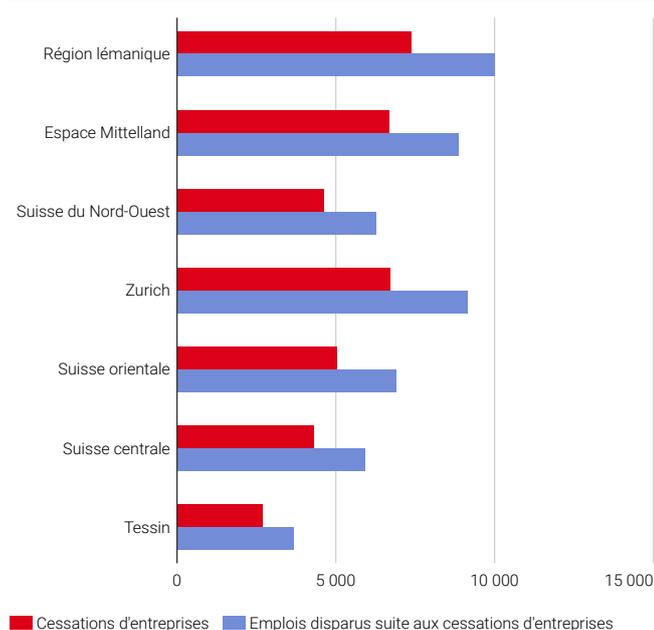
L'Espace Mittelland et la Suisse du Nord-Ouest proportionnellement plus robustes

Les régions qui ont connu le plus de cessations d'entreprises et de disparitions d'emplois en 2017 sont la Région lémanique (7372/10 003) et Zurich (6727/9162). Comme pour les nouvelles entreprises, il est toutefois pertinent de mettre en relation ces chiffres avec ceux de la population résidente permanente afin d'enrichir l'analyse. Il convient de noter ici qu'un nombre faible de cessations par 1000 habitants indique un résultat «positif», tandis qu'un nombre élevé de cessations par 1000 habitants indique une performance moins bonne. On constate ainsi que l'Espace Mittelland est la région où le nombre de cessations par 1000 habitants est le plus faible (3,6), suivi par la Suisse du Nord-Ouest (4,0), tandis que le Tessin et la Suisse centrale affichent le moins bon résultat avec respectivement 7,6 et 5,4 entreprises pour 1000 habitants.

Si les données sur les créations et les cessations d'entreprises ne se réfèrent pas à la même année de référence, une comparaison des valeurs peut toutefois faire sens au niveau des régions dans la mesure où leur poids dans les statistiques structurelles reste relativement stable dans le temps. Une conclusion saute alors immédiatement aux yeux : les deux indicateurs vont dans la même direction ; ils sont soit les deux élevés, soit les deux faibles. Autrement dit, plus une région est dynamique avec une valeur élevée du nombre de créations par 1000 habitants, moins elle est performante en termes de cessations avec également une valeur élevée du nombre de cessations par 1000 habitants. Ce résultat, à première vue surprenant, s'explique par le fait qu'à l'intérieur de chaque région le nombre absolu de créations et de cessations est relativement proche. Toutefois, deux régions montrent un

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par grande région, en 2017

G 4

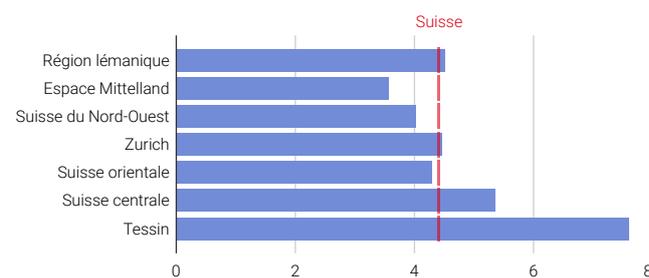


Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

Nombre de cessations définitives d'entreprises par 1000 habitants par grande région, en 2017

G 5



Source: OFS - Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

profil un peu différent : la Suisse du Nord-ouest est la région la moins performante selon l'indicateur de création, mais elle n'est que la deuxième plus performante en termes de cessations par habitant. Inversement, l'Espace Mittelland obtient le meilleur résultat en termes de cessations, alors qu'il n'a que le deuxième moins bon résultat en termes de créations.

Une entreprise sur quinze contrainte de mettre la clé sous la porte

En Suisse, en 2017, 37 442 entreprises ont été contraintes de mettre la clé sous la porte, ce qui correspond à 6,7% des entreprises actives au cours de cette année. En comparaison européenne, la Suisse se place très bien, car il s'agit d'un des taux les plus bas du continent. Parmi nos voisins, l'Allemagne a affiché un taux de cessation plus élevé (7,6%), tandis que la France, l'Autriche et l'Italie se sont mieux comportées avec des taux de respectivement 4,9%, 5,4% et 6,4%. Si le taux de cessation est systématiquement plus bas en France et en Autriche, en Italie il s'agit de la seule année sur la période 2013 à 2017 où le taux a été plus bas qu'en Suisse.

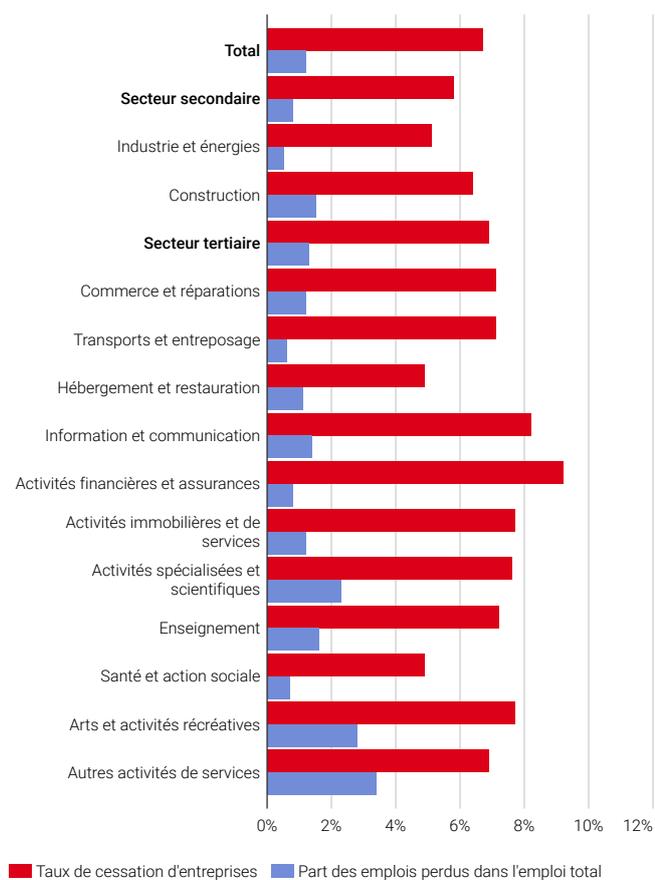
Sans surprise, le résultat suisse est dû principalement aux activités de services, où le taux de cessation d'entreprises a été de 6,9% contre 5,8% dans le secondaire. La branche «activités financières et assurances» présente le taux de cessation le plus élevé (9,2%), suivie par l'«information et communication» (8,2%). Inversement, le «meilleur» résultat a été réalisé par les branches «santé et action sociale» et «hébergement et restauration», où la part des entreprises ayant définitivement fermé leurs portes a atteint seulement 4,9%. En définitive, la corrélation entre ouvertures et cessations d'entreprises est toujours valable en termes de part relative sur le nombre total, si bien que les branches avec un taux de création élevé ont également tendance à connaître un taux de cessation important.

En 2017, les cessations définitives d'activité ont provoqué la disparition de 50 809 emplois. Équivalent à 1,2% du total des emplois des entreprises actives au cours de l'année, la quote-part des emplois disparus conserve un lien fort avec celle des emplois générés par les nouvelles entreprises. Ces deux indicateurs se situent généralement dans la même fourchette et s'inscrivent

dans des dynamiques similaires: si l'un de ces deux taux est bas, alors l'autre le sera aussi, et vice-versa. Ainsi, comme pour les taux de création d'emplois, on retrouve les branches «autres activités de services» (3,4%) et les «arts et activités récréatives» (2,8%) avec les plus hauts taux de disparitions d'emplois entraînés par les cessations d'entreprises. De même, l'«industrie et énergies» (0,5%) et les «transports et entreposage» (0,6%) sont à nouveau les branches qui ont la plus faible part d'emplois disparus.

Taux de cessation d'entreprises¹ et part des emplois perdus par branche économique, en 2017

G 6



¹ part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0) © OFS 2022

6 Entreprises à forte croissance et gazelles

Le plus haut taux d'entreprises à forte croissance dans la branche «information et communication»

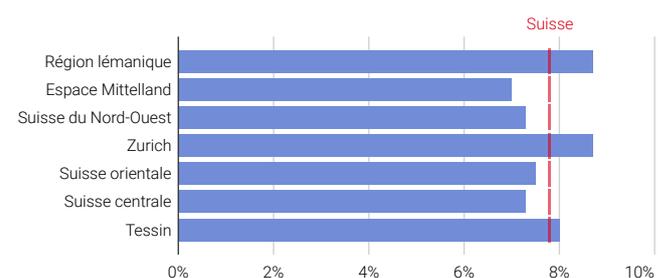
Sur la période 2016 à 2019, la Suisse a comptabilisé 4803 sociétés considérées comme des entreprises à forte croissance. Ce chiffre constitue un record, atteint pour la première fois sur la période d'observation de cet indicateur. Ces firmes particulièrement dynamiques, dont les trois quarts sont actives dans le secteur tertiaire, représentent 7,8% de la totalité des entreprises avec au moins 10 emplois⁶. Depuis le début des observations, les meilleures performances du secteur tertiaire en matière d'entreprises à forte croissance sont une caractéristique constante, avec par exemple un écart de 0,5 point de pourcentage par rapport à la valeur suisse en 2019.

Le taux d'entreprises à forte croissance varie énormément d'une branche à une autre. Dans le domaine de l'«information et communication», environ une entreprise avec plus de 10 emplois sur sept est à forte croissance, tandis que dans le «commerce et réparations» ce ratio est presque trois fois plus faible (5,5%). Les autres branches se situent entre ces deux bornes, de 5,8% pour l'«hébergement et restauration», la deuxième branche la moins dynamique, à 11,4% pour les «activités immobilières et de services».

Le contraste est également marqué au niveau des régions avec toutefois des écarts moins prononcés par rapport à la valeur suisse. La Région lémanique et Zurich, avec un taux de 8,7%, ont affiché le meilleur résultat en 2019. Le Tessin (8,0%) a également connu un taux supérieur à la valeur nationale. La valeur la plus basse a été observée dans l'Espace Mittelland (7,0%).

Taux d'entreprises à forte croissance sur la période de 2016 à 2019 par grande région

G 7



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0) © OFS 2022

⁶ En comparaison internationale, la Suisse connaît généralement des taux relativement bas par rapport à la majorité des pays européens.

Entreprises à forte croissance et emplois par branche économique, 2016 à 2019

T4

Branches économiques	Entreprises actives en 2019 avec au moins 10 emplois	Entreprises à forte croissance 2016 à 2019	Emplois 2016 ¹	Emplois 2019 ¹	Taux d'entreprises à forte croissance (en %) ²	Croissance moyenne annualisée de l'emploi 2016 à 2019 (en %)
Secteur secondaire	17 917	1 187	37 070	56 719	6,6	15,2
Industrie et énergies	10 078	687	26 226	39 723	6,8	14,8
Construction	7 839	500	10 844	16 996	6,4	16,2
Secteur tertiaire	43 630	3 616	123 376	210 959	8,3	19,6
Commerce et réparations	9 456	522	15 289	24 470	5,5	17,0
Transports et entreposage	2 216	207	7 548	14 957	9,3	25,6
Hébergement et restauration	5 718	334	6 590	11 539	5,8	20,5
Information et communication	2 630	370	13 742	23 088	14,1	18,9
Activités financières et assurances	2 145	182	4 963	8 298	8,5	18,7
Activités immobilières et de services	4 892	559	31 750	57 508	11,4	21,9
Activités spécialisées et scientifiques	6 815	657	17 609	28 611	9,6	17,6
Enseignement	1 699	133	3 630	5 688	7,8	16,1
Santé et action sociale	5 640	439	15 150	25 319	7,8	18,7
Arts et activités récréatives	1 411	142	5 274	8 506	10,1	17,3
Autres activités de services	1 008	71	1 831	2 975	7,0	17,6
Total	61 547	4 803	160 446	267 678	7,8	18,6

¹ nombre d'emplois moyens au cours de la période d'activité dans les entreprises à forte croissance

² nombre d'entreprises à forte croissance sur le nombre total d'entreprises actives avec au moins 10 emplois

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2022

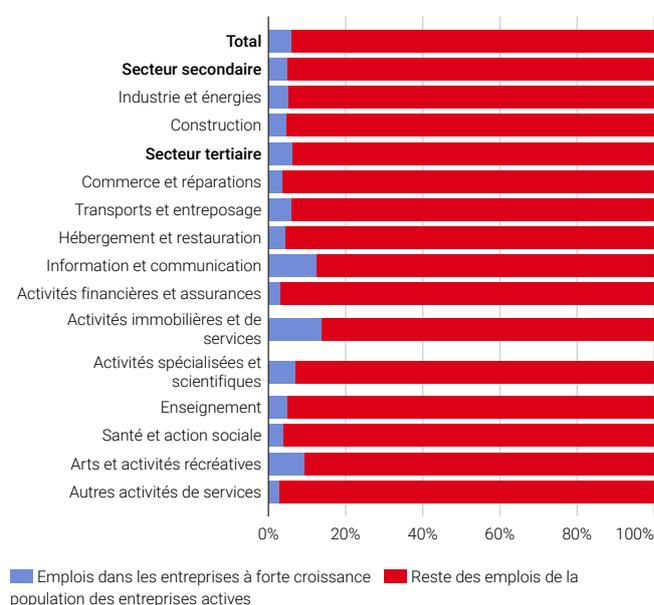
Dans la branche «activités immobilières et de services» une personne sur sept travaille dans une entreprise à forte croissance

En 2019, le nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance a atteint 267 678, soit 6,0% de l'emploi total de la population des entreprises actives⁷. Cette part des emplois des entreprises à forte croissance fluctue fortement entre les différentes branches économiques. Dans les «activités immobilières et de services», ce sont 13,8% des emplois qui peuvent être associés à une entreprise à forte croissance. La branche «information et communication» se démarque aussi par une part élevée (12,5%). Inversement, les entreprises à forte croissance n'ont regroupé que 2,9% des emplois de la branche «autres activités de services».

Les entreprises à forte croissance ont généré 107 232 emplois sur la période de 2016 à 2019 (cf. tableau T4). Cela représente une croissance moyenne annualisée de 18,6% par an. C'est dans le tertiaire que la croissance de l'emploi a été la plus forte (+19,6% contre +15,2% dans le secondaire). Trois branches ont dépassé le seuil de 20%. Il s'agit des «transports et entreposage» (+25,6%), des «activités immobilières et de services» (+21,9%) et de l'«hébergement et restauration» (+20,5%).

Part des emplois des entreprises à forte croissance par branche économique, en 2019

G 8



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2022

⁷ Contrairement au taux d'entreprises à forte croissance qui est calculé sur la base d'une population restreinte, composée du nombre d'entreprises actives avec au moins 10 emplois, le nombre de places de travail dans les entreprises à forte croissance est mis en relation avec les emplois totaux de l'ensemble de la population des entreprises actives. Ceci permet de refléter le poids de cette catégorie d'entreprises dans l'économie totale.

La Suisse a compté 243 gazelles en 2019

La méthodologie harmonisée sur les statistiques démographiques des entreprises préconise de faire ressortir parmi les entreprises à forte croissance un sous-ensemble constitué par les gazelles. Il s'agit de toutes les entreprises à forte croissance, dont l'année de création «ex nihilo» remonte à moins de 5 ans.

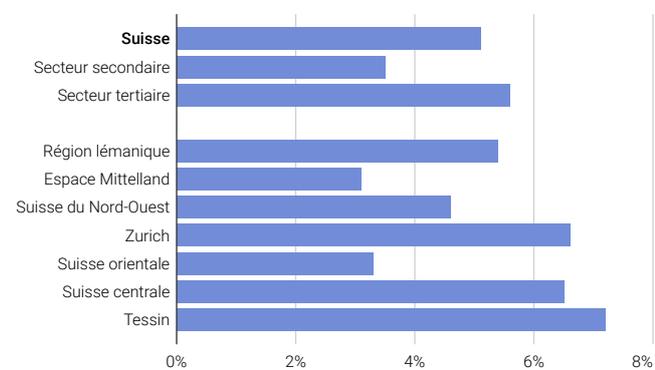
Sur les 4803 entreprises à forte croissance recensées en Suisse en 2019, 243 ont pu être identifiées comme des gazelles. Ce chiffre est supérieur à celui de 2018 (+39 unités) et correspond à 5,1% du nombre total d'entreprises à forte croissance. Le nombre de gazelles est relativement faible car – par définition – ce type de société à croissance très rapide doit avoir au moins 10 emplois au début de la période des 3 ans d'observation. Ainsi, pour être considérée comme gazelle, une entreprise doit être créée «ex-nihilo» avec déjà 10 emplois ou le cas échéant croître immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Dans la réalité, ces deux constellations sont plutôt rares.

Le nombre peu élevé de gazelles au niveau suisse restreint le degré de détail pour la présentation des résultats, notamment pour des raisons liées à la protection des données. Néanmoins, il est possible de faire quelques observations au niveau des secteurs économiques et des grandes régions. En 2019, plus de quatre gazelles sur cinq ont été enregistrées dans le secteur tertiaire, où le pourcentage de gazelles sur le total des entreprises à forte croissance a atteint le 5,6% (contre 3,5% dans le secondaire).

Au niveau régional, Zurich est la grande région comptant le plus de gazelles (66). Dans cette région, la part des gazelles dans les entreprises à forte croissance est plutôt élevée (6,6%). Toutefois, c'est le Tessin qui détient le record du plus haut taux de gazelles de Suisse (7,2%). À l'inverse, les gazelles n'ont représenté que respectivement 3,1% et 3,3% des entreprises à forte croissance dans l'Espace Mittelland et dans la Suisse orientale.

Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance par secteur économique et par grande région, en 2019

G 9



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

7 Conclusion

En 2019, la Suisse comptait 567 254 entreprises actives et 4 480 650 emplois. Parmi celles-ci, on a recensé 42 606 créations «ex nihilo», qui ont généré 57 067 emplois. Ces chiffres constituent un record absolu depuis le début de la série. En pourcentage, cela représente respectivement 7,5% et 1,3% du total des entreprises actives et des emplois. Les nouvelles entreprises démarrent l'activité avec un très petit nombre d'employés (1,3 en moyenne).

Les données sur les cessations d'entreprises, qui se réfèrent à l'année 2017, font état de 37 442 cessations définitives (6,7% du total). Ces cessations d'activité ont provoqué la perte de 50 809 emplois (1,2% du total). Dans ce cas aussi, il s'agit des valeurs les plus élevées depuis le début des observations. Comme pour les créations, les entreprises en cessation se caractérisent par une taille moyenne très petite (1,4).

Avec 4803 entreprises à forte croissance, l'année 2019 a été la plus prolifique de ce point de vue depuis 2014. En même temps, le pourcentage d'entreprises à forte croissance sur le total des entreprises actives avec au moins 10 emplois a aussi atteint le niveau record de 7,8%. Par définition, les entreprises à forte croissance génèrent des emplois. En 2019, six emplois sur cent étaient localisés dans une entreprise de ce type.

Pour la deuxième fois, l'OFS a publié dans le cadre de cette étude des données sur les gazelles, c.-à-d. des entreprises à forte croissance dont la création remonte à moins de 5 ans. Parmi les entreprises à forte croissance, en 2019, seule une entreprise sur vingt s'est avérée être en même temps une gazelle.

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Andrea Grossi, OFS, tél. 058 463 66 40,
udemo@bfs.admin.ch

Rédaction: Andrea Grossi, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 06 Industrie et services

Langue du texte original: français

Mise en page: section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: section DIAM, Prepress/Print

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2022
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1784-1900